

2023-2024



PLAIDOYER POUR L'ACCÈS AU LOGEMENT

COMITÉ D'ACCUEIL LOCAL POUR
LES PERSONNES DEMANDANT
L'ASILE

02

ORGANISMES PARTICIPANTS

- Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants (CANA)
- Centre de Services et d'intégration des minorités culturelles (CSIMC)
- Le Pont
- Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement (ROMEL)
- Services Communautaires pour réfugiés et immigrants (SCRI)
- Solidarité Ahuntsic

CONTRIBUTION À L'ÉTAT DE SITUATION

MAILLOUX-MOQUIN AUDREY, BINAM

COORDINATION, REDACTION ET MISE EN PAGE

GIRKA AGATHE, Solidarité Ahuntsic

03 PRÉAMBULE

Le CALDA est un espace de concertation et d'échanges composé de plus d'une vingtaine d'acteurs multisectoriels : CIUSSS-NIM, Ville de Montréal-BINAM, CSSDM, Tables de quartier et différents organismes communautaires qui agissent dans plusieurs domaines (sécurité alimentaire, accueil des personnes immigrantes, dons de vêtements et de matériel etc.). Cette collaboration permet d'avoir une vision globale de la situation ainsi qu'un champ d'action plus large par la mise en commun d'expertises complémentaires. Ce comité s'est donné entre autres comme objectifs:

- de concerter les efforts, ressources et connaissances pour faire face aux défis spécifiques et complexes inhérents à l'accompagnement des personnes et familles DDA;
- de mettre en place des actions concrètes pour tenter de pallier aux trous et fractures de services pour ces personnes;
- d'orchestrer des plaidoyers collectifs sur des enjeux spécifiques aux personnes DDA et sur les pressions exercées sur le milieu communautaire

OBJECTIFS DU PLAIDOYER

L'objectif du présent plaidoyer est de mettre en lumière les enjeux vécus par les personnes qui demandent l'asile ou qui ont un statut migratoire précaire en matière de recherche de logement. Ces enjeux sont encore plus importants dans le contexte de crise du logement actuel.

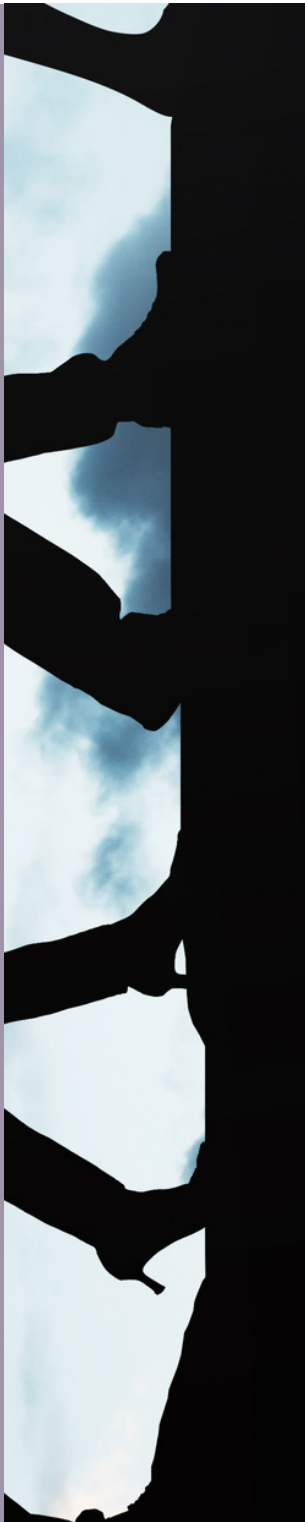
Ce plaidoyer cherche, de plus, à promouvoir des modèles innovants pour répondre à cette problématique ainsi que d'autres pistes de solutions. Celles-ci se basent sur une collaboration entre les différents paliers gouvernementaux tout en reconnaissant l'apport du milieu communautaire.

INTRODUCTION

“*Une personne en situation d’itinérance sur dix au Québec est un migrant*
(Allard, 2023)

”

Suite à la réouverture des frontières en 2021, le Canada accueille un nombre record de nouveaux arrivants (IRCC, Nd). Au Québec, ces personnes, qui pour la plupart s’établissent à Montréal, arrivent dans un contexte de crise du logement qui touche fortement la ville et plus largement la province. Cette situation est mise de l’avant dans les médias. Par exemple, dans un article paru le 8 novembre 2023, mettait en avant la difficulté, pour les nouveaux arrivants, à trouver un logement (Swaid, dans Allard 2023). L’article cite notamment un rapport publié en septembre 2023 qui indique « [qu’] une personne en situation d’itinérance sur dix au Québec est un migrant » (Allard, 2023). La Presse mettait de plus en lumière la question de la surpopulation des logements, parfois jusqu’à cinq familles sous le même toit, faute de logements abordables (Colpron, 2024). Cette situation touche de manière plus grave encore les personnes demandant l’asile (PDA) et les personnes à statut migratoire précaire.



05

DES ENJEUX MULTIPLES, À LA FOIS LOCAUX ET SYSTÉMIQUES

La situation dans Ahuntsic-Cartierville

À l'image de la ville, le territoire d'Ahuntsic-Cartierville, et ses quartiers limitrophes vivent aussi ces enjeux de manière importante alors que le nombre de personnes qui demandent l'asile qui y transitent augmente comme le constatent les organismes. Le centre d'hébergement du Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile (PRAIDA), est à pleine capacité depuis son ouverture à l'été 2023. Le Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants (CANA) qui a développé un service de soutien à la recherche de logement a d'ailleurs augmenté ses cibles de 450 personnes aidées initiales, à 742. L'intervenante témoigne d'ailleurs de la difficulté, pour cette population, à demeurer dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville dû au manque de logement mais aussi à la hausse des prix.

06

“

**LE QUÉBEC EST EN FAIT « L'UNE DES PROVINCES LES PLUS
RESTRICTIVES EN MATIÈRE D'ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL POUR LES
PERSONNES DEMANDEUSES D'ASILE, RÉFUGIÉS, SANS-STATUT »
(LAFLAMME, 2021)**

”

UNE MULTIPLICATION D'ENJEUX

Trouver, en ce moment, des logements sécuritaires, sûrs et abordables est plus que difficile. Trouver un logement, en tant que PDA peut s'avérer d'autant plus difficile qu'elles sont plus à risque de subir différentes formes de discriminations, de vivre certaines barrières culturelles et sont aussi plus à risque d'être victimes de fraudes, d'arnaques ou de procédés illégaux (dépôts de garantie, logements insalubres, éviction etc.). Parmi ces enjeux, on retrouve les barrières liées à la langue ainsi que la précarité économique qu'elles vivent à leur arrivée ; le manque de référence ou d'historiques ainsi qu'une certaine précarité qui est par ailleurs exacerbée par le coût de la vie en plus de la crise du logement actuelle. Rappelons que dans l'attente d'un permis de travail, ces personnes dépendent de l'aide sociale qui est insuffisante pour répondre aux besoins de base. Par ailleurs, le manque d'accès aux services fait en sorte que les personnes demandeuses d'asile sont plus isolées, manquent d'informations concernant leurs droits, et les lois qui régissent le logement en général. Ce flou informatif est également nourri par la difficulté à obtenir des informations claires et fiables dans les hôtels fédéraux et par le manque de formation données aux intervenants.

07

Hormis l'accès aux logements, la salubrité des logements auxquels ont accès les personnes en demande d'asile est aussi un enjeu majeur.

Certains propriétaires abusent de leur situation de vulnérabilité et leur louent des logements mal entretenus, et n'offrant pas des conditions de vie sécuritaires et dignes. Des situations qui sont pour la plupart vécues dans l'anonymat puisque ces personnes n'osent pas porter plainte par peur de représailles ou ne sont tout simplement pas outillées pour le faire. Les personnes qui trouvent un logement ne sont souvent plus accompagnées après leur installation et on constate la nécessité d'assurer un continuum de services après l'accès au logement pour une meilleure installation et intégration.

Citée dans *Le Devoir*, une porte-parole du FRAPRU soulignait, de plus que « Le Québec est en fait » l'une des provinces les plus restrictives en matière d'accès au logement social pour les personnes demandeuses d'asile, réfugiés, sans-statut » étant donné que seuls les résidents permanents y ont accès » (Laflamme, 2021). C'est donc avec ces différents facteurs que les personnes demandeuses d'asile se retrouvent de plus en plus dans les refuges partout au Canada et notamment dans des grandes villes comme Montréal.

S'il faut reconnaître les efforts du Québec et du Canada avec les différents programmes d'hébergement d'urgence (hôtels fédéraux et PRAIDA), ces programmes peinent à répondre à la demande grandissante et les critères d'admissibilité ne correspondent pas toujours aux nouvelles réalités des PDA. Il faut ajouter qu'ils offrent une solution à court terme, les personnes ne pouvant rester que quelques semaines dans ces hébergements. De plus, le manque de données précises qui permettrait d'établir un diagnostic clair sur la situation contribue à la difficulté à répondre adéquatement aux besoins des PDA. À cela s'ajoute l'enjeu de l'évolution du portrait des PDA qui demande une certaine souplesse afin de répondre de manière inclusive à leurs besoins et les nouvelles réalités en immigration (par exemple les personnes qui arrivent comme touriste ou la prépondérance d'hommes seuls alors que les ressources sont réservées aux familles) qui complexifient ces démarches. Ce facteur s'ajoute aux difficultés liés à la recherche de logement et il serait nécessaire de trouver une solution transitoire.

08

VERS DES PISTES DE SOLUTIONS

DES PROJETS INNOVANTS EN MATIÈRE D'HABITATION

Certaines OSBL d'habitation et GRT tentent de développer des alternatives pour loger les personnes demandant l'asile ou ayant le statut de réfugié. Par exemple, le projet Racine, porté par le Centre de réfugié-e-s, le Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement (ROMEL) et la Société de gestion Querbes (SGQ) au 605, boulevard du Curé-Labelle à Laval, vise non seulement à offrir des logements qui pourront bénéficier à des ménages issus de l'immigration récente, avec une attention particulière pour les réfugié-e-s et les demandeurs et demandeuses d'asile, mais aussi à proposer un projet pilote qui pourra être reproduit dans d'autres villes et régions du Québec et du Canada, ce qui entraînera une optimisation des dépenses publiques pour l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants et des nouvelles arrivantes. En réservant une partie des logements pour l'hébergement d'urgence et l'autre partie pour des baux d'une durée maximale de cinq ans, tout en donnant accès à des services pour faciliter la recherche d'emploi, la francisation et la recherche d'un nouveau logement, le projet Racine pourra mener au développement d'un modèle novateur d'accueil des personnes migrantes au Canada, avec une offre de logements adaptée à leurs besoins et une prise en compte des obstacles auxquels plusieurs d'entre elles sont confrontées, par exemple le manque d'information, la méconnaissance des lois qui régissent l'habitation, les préjugés et la discrimination de la part de certains propriétaires, et ce, particulièrement envers les familles. (Guay, 2024).

09

RECOMMANDATIONS

Ces recommandations s'appuient sur les rencontres du comité et les différents éléments constatés par les intervenants du milieu ainsi que ceux du comité de coordination du plan concerté Montréalais en itinérance.

- Que la ville de Montréal, mette en place, en partenariat avec les différents paliers gouvernementaux des solutions concrètes et innovantes pour faciliter l'hébergement à moyen termes des PDA et les aider à leur intégration dans la société Québécoise, notamment par le développement de logement sociaux et communautaires destinés aux PDA et par la création d'un fonds d'aide administré par des organismes pour faciliter la location de leur premier logement aux PDA à l'image de l'initiative du Fonds de sécurité du logement du centre des réfugiés (Le centre des réfugiés, Nd).
- Que le gouvernement du Québec travaille à l'élargissement de l'admissibilité aux services et programmes pour les personnes demandant l'asile
- Que la ville de Montréal renforce les partenariats intersectoriels entre les services municipaux et paramunicipaux et les programmes d'hébergement fédéral et provincial pour offrir un continuum de services destinés aux PDA et un meilleur référencement vers les ressources adaptées lorsque nécessaire.
- Que la ville, ainsi que les autres paliers de gouvernement travaillent de concert à l'élaboration d'une campagne de sensibilisation adressée à un réseau de propriétaires pour limiter les discriminations envers les PDA. Cette campagne pourrait de plus impliquer des acteurs experts en matière de défense du droit du logement tels que le RQOH et le ROHMI.
- Le CALDA appuie, de plus, l'ensemble des recommandations formulées par le Comité de coordination du Plan concerté montréalais en itinérance dans le document *Itinérance des personnes immigrantes à statut précaire, réfugiés et demandeuses d'asile. Constats et recommandations*

BIBLIOGRAPHIE

- ALLARD, E., (8 NOVEMBRE 2023), À MONTRÉAL, LA RUE GUETTE DE NOMBREUX MIGRANTS, EN LIGNE: [HTTPS://ICI.RADIO-CANADA.CA/NOUVELLE/2024247/MONTREAL-MIGRANTS-ITINERANTS](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2024247/MONTREAL-MIGRANTS-ITINERANTS)
- COLPRON, S (29 AVRIL 2024), DEMANDEURS D'ASILE D'ORIGINE INDIENNE, CINQ FAMILLES DANS UN MÊME APPARTEMENT, LA PRESSE, EN LIGNE [HTTPS://WWW.LAPRESSE.CA/ACTUALITES/DEMANDEURS-D-ASILE-D-ORIGINE-INDIENNE/CINQ-FAMILLES-DANS-UN-MEME-APPARTEMENT/2024-04-29/PARC-EXTENSION/UNE-CHAMBRE-A-1000-PAR-MOIS.PHP](https://www.lapresse.ca/actualites/demandeurs-d-asile-d-origine-indienne/cinq-familles-dans-un-meme-appartement/2024-04-29/parc-extension/une-chambre-a-1000-par-mois.php)
- ESSEGHIR, A., (20 JUIN 2023), UNE « MAISON MIRACLE » POUR SAUVER DES RÉFUGIÉS DE L'ITINÉRANCE À AHUNTSIC, LE JOURNAL DES VOISINS : [HTTPS://JOURNALDESVOISINS.COM/DES-LOGEMENTS-POUR-SAUVER-DES-REFUGIES-DE-LITINERANCE-A-AHUNTSIC/](https://journaldesvoisins.com/des-logements-pour-sauver-des-refugies-de-litinerance-a-ahuntsic/)
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (6 OCTOBRE 2022), PROGRAMME ALLOCATION-LOGEMENT – JUSQU'À 170\$ PAR MOIS POUR LES MÉNAGES VULNÉRABLES, EN LIGNE : [HTTPS://WWW.QUEBEC.CA/NOUVELLES/ACTUALITES/DETAILS/PROGRAMME-ALLOCATION-LOGEMENT-JUSQUA-170-PAR-MOIS-POUR-LES-MENAGES-VULNERABLES-43413#:~:TEXT=QU%C3%89BEC%2C%20LE%206%20OCT](https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/programme-allocation-logement-jusqua-170-par-mois-pour-les-menages-vulnerables-43413#:~:TEXT=QU%C3%89BEC%2C%20LE%206%20OCT)
- IMFG (INSTITUTE ON MUNICIPAL FINANCE AND GOVERNANCE) (2022). THE MUNICIPAL ROLE IN HOUSING. WHO DOES WHAT SERIES. [EN LIGNE] [IMFGWDW_NO1_HOUSING_APRIL_5_2022.PDF](https://www.imfg.org/research/who-does-what-series/municipal-role-in-housing) (UTORONTO.CA).
- IMMIGRATION, RÉFUGIÉS ET CITOYENNETÉ CANADA, (18 JUILLET 2023), PLUS D'AIDE FÉDÉRALE AU LOGEMENT POUR LES DEMANDEURS D'ASILE, GOUVERNEMENT DU CANADA, EN LIGNE : [HTTPS://WWW.CANADA.CA/FR/IMMIGRATION-REFUGIES-CITOYENNETE/NOUVELLES/2023/07/PLUS-DAIDE-FEDERALE-AU-LOGEMENT-POUR-LES-DEMANDEURS-DASILE.HTML](https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2023/07/plus-daide-federale-au-logement-pour-les-demandeurs-dasile.html)
- IMMIGRATION, RÉFUGIÉS ET CITOYENNETÉ CANADA (ND), DEMANDEURS D'ASILE PAR ANNÉE, GOUVERNEMENT DU CANADA, EN LIGNE : [HTTPS://WWW.CANADA.CA/FR/IMMIGRATION-REFUGIES-CITOYENNETE/SERVICES/REFUGIES/DEMANDES-ASILE/DEMANDES-ASILE-2021.HTML](https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/refugies/demandes-asile/demandes-asile-2021.html)
- LA PRESSE (27 MARS 2021), DES MIGRANTS MARCHERONT PENDANT SEPT JOURS DE MONTRÉAL VERS OTTAWA, EN LIGNE : [HTTPS://WWW.LEDEVOIR.COM/SOCIETE/597767/DES-MIGRANTS-MARCHERONT-PENDANT-SEPT-JOURS-DE-MONTREAL-VERS-OTTAWA?](https://www.ledevoir.com/societe/597767/des-migrants-marcheront-pendant-sept-jours-de-montreal-vers-ottawa?)
- LE CENTRE DES RÉFUGIÉS, (ND) UNE ÉTAPE VERS LA STABILITÉ – LOGEMENT, EN LIGNE : [HTTPS://WWW.THEREFUGEECENTRE.ORG/FR/LOGEMENT](https://www.therefugeecentre.org/fr/logement)
- RQOH, (10 MARS 2022), L'ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL DES PERSONNES RÉFUGIÉES OU À STATUT MIGRATOIRE PRÉCAIRE, EN LIGNE : [HTTPS://RQOH.COM/LACCES-AU-LOGEMENT-SOCIAL-DES-PERSONNES-REFUGIEES-OU-AU-STATUT-MIGRATOIRE-PRECAIRE-2/](https://rqoh.com/laccès-au-logement-social-des-personnes-refugiees-ou-au-statut-migratoire-precaire-2/)

DOCUMENTS ADDITIONNELS

- DIRECTION DES SERVICES GÉNÉRAUX ET DES PARTENARIATS URBAINS (19 MARS 2024), ITINÉRANCE DES PERSONNES IMMIGRANTES À STATUT PRÉCAIRE, RÉFUGIÉES ET DEMANDEUSES D'ASILE CONSTATS ET RECOMMANDATIONS